

Solidaire avec les syndicats et le mouvement social péruvien

Depuis le 7 décembre 2022, le Pérou vit dans une situation de profonde instabilité politique et institutionnelle. A partir de ce jour, Dina Boluarte, proclamée nouvelle présidente avec le soutien de la droite, fait face à des mobilisations quotidiennes et massives à son encontre. Les principales centrales syndicales et les mouvements sociaux de ce pays sud-américain sont à l'avant-garde de ces manifestations. Au 24 janvier, la répression brutale de l'État a fait près de 60 morts et des centaines de blessés parmi les manifestants.

Mardi 24 janvier, syndicom a reçu à son siège de Berne la leader paysanne et féministe **Lourdes Huanca**, présidente de la **Fédération des femmes paysannes, artisanales, autochtones, indigènes et salariées du Pérou (FENMUCARICAP)**. Il s'agit de l'une des plus importantes organisations de femmes du pays, avec 160'000 membres, associée à La Via Campesina. Madame Huanca, accompagnée d'une délégation péruvienne et latino-américaine de personnes vivant en Suisse, avait auparavant été reçue par plusieurs parlementaires nationaux et hauts fonctionnaires du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Ses informations de première main sur la situation de son pays et son émouvant témoignage appellent le gouvernement suisse et la société civile à redoubler de solidarité avec les acteurs et actrices sociaux mobilisés.

Le Comité central de syndicom réuni à Berne le 28 janvier 2023:

- Il se solidarise avec les organisations et mouvements sociaux péruviens qui se mobilisent pour normaliser démocratiquement et assurer la gouvernabilité et l'état de droit du pays.
- Exprime sa solidarité avec les victimes de la répression et leurs familles.
- Soutient la demande d'une Commission internationale pour observer et enquêter "in situ", avec une participation de la Suisse. Il exige que la répression cesse immédiatement et que les responsables soient punis.
- Exprime une solidarité particulière avec nos collègues de l'Association nationale des journalistes du Pérou (ANP) et les dizaines de femmes et d'hommes des médias qui subissent des abus, des détentions et des persécutions pour le simple fait de lutter pour une information objective.